

# BUSINESS

## TOUTE L'ÉCONOMIE DE LA PROVENCE

### "Réponses" en masse contre la pollution de l'air

Rédigé le Mercredi 3 Avril 2024 par Jean-Christophe Barla

Lancé en 2019, le dispositif "Réponses" a permis de gros progrès dans la prévention, le contrôle et la lutte contre la pollution de l'air. Le GMIF y apporte sa part.



Marc Bayard (GMIF), René Tassy (Eco-Relais) et Sébastien Mathiot (Atmosud) reconnaissent les bienfaits du dialogue instauré par Réponses (Photo JC Barla)

Une des actions les plus marquantes mises en œuvre dans le cadre du dispositif de dialogue *Réponses*, autour de l'étang de Berre et du golfe de Fos, pour améliorer la qualité de l'air, a été présentée le 28 mars, à Martigues, dans l'une des salles que Provence Studios utilise habituellement pour des tournages. A l'initiative du Groupement Maritime et Industriel de Fos et région (GMIF), entité de l'UPE 13 qui rassemble les industriels du département, une démarche de réduction des composés organiques volatiles (COV), a vu le jour à titre précurseur en France. Elle a été menée en coopération avec les services de l'Etat (DREAL), à l'origine d'un arrêté préfectoral pour mesurer ces particules très fines qui se diffusent dans l'air qu'on respire.

« Ce dispositif n'existe ni en France, ni en Europe », souligne Marc Bayard, représentant, au nom du GMIF, du collège des industriels dans *Réponses*. Les émissions de COV peuvent être fugitives, diffuses ou accidentelles, et s'expliquer par des micro-fuites, des problèmes d'étanchéité ou des épisodes de torches, comme Naphtachimie en a connu un fin mars. « Les mesures effectuées depuis 2017 démontrent que les efforts des industriels ont permis de réduire de 24 % ces émissions, soit 1 000 tonnes par an qui n'ont pas été rejetées dans l'atmosphère », poursuit-il. « Nous sommes encore dans une approche d'amélioration. Les échanges instaurés au sein de *Réponses* nous ont permis d'aller plus loin que la réglementation, de nous ouvrir vers plus de transparence et de recréer une dynamique, alors qu'auparavant le lien était rompu, dans la tête des habitants, avec le monde de l'industrie ».

## Rassurer et agir pour une meilleure crédibilité



Pour Gwénaëlle Hourdin (SPPPI), il faut savoir rendre des comptes aux citoyens sur les actions menées (Photo JC Barla)

Pour Gwénaëlle Hourdin, déléguée générale du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) qui assure la coordination de tous les acteurs impliqués (experts, associations, citoyens, industriels...), « *Réponses a permis d'instaurer une mécanique adaptée aux particularités du territoire, à savoir les 21 communes du pourtour de l'étang de Berre. Nous avons démontré qu'il contribue à générer de la confiance. Certaines de ses briques pourraient être reprises ailleurs, dans la région ou en France, sur des zones qui se heurtent à des problématiques similaires.* »

Au nom du collège des associations et en tant que président d'Eco-Relais Côte Bleue-Etang de Berre, René Tassy mentionne le bassin de Gardanne-Meyreuil où la reconversion de la centrale thermique suscite des tensions importantes

### Dans la même rubrique

- ↳ L'hydrogène se fait une place sous le soleil de Provence
- ↳ Qista lance un nouvel assaut contre les moustiques
- ↳ L'avenir industriel au crible d'un dialogue sans tabou
- ↳ A Fos-sur-Mer, HyVence soumis à la concertation
- ↳ L'IRD fait infuser sa science des solutions durables et solidaires

au regard des projets industriels qui pourraient s'y positionner. En tant que représentant des experts, Sébastien Mathiot, chargé de mission chez Atmosud (qui contrôle l'évolution de la qualité de l'air), insiste sur « *le dialogue apaisé* » qui a nourri le dispositif depuis cinq ans. Les 145 actions engagées sur la base des attentes exprimées par les habitants (leur nombre s'étoffe en continu au gré des discussions menées sur le territoire) ont débouché sur des résultats concrets dont il est rendu compte chaque année.



Naphtachimie connaissait un épisode de torchage le 28 mars. Réponses veut pouvoir les mesurer objectivement. (Photo JC Barla)

évolutions de l'exposition des populations à ces composants (particules fines, ultra-fines, ozone, COV...). « *Le territoire est dans une voie d'amélioration, mais il y a toujours des sujets sur lesquels nous devons avancer* », admet Sébastien Mathiot.

Parmi les pistes évoquées, il y a la mise en place d'un *reporting* détaillé des heures de torchages avec émissions de fumées. « *Ce reporting permettrait d'objectiver les épisodes avec un outil de mesure et, en cas de dégradation, de chercher à comprendre d'où vient le problème* », confie Marc Bayard. De toute manière, les associations veillent à ce que les attentes exprimées se matérialisent en effets concrets. « *La sensibilité des gens reste constante, d'autant plus qu'il y a les phénomènes qui se voient et ceux qui ne se voient pas* », rappelle René Tassy. « *Notre rôle est de ne pas perdre le sens des actions. Aujourd'hui, on parle beaucoup des projets de décarbonation de Fos. Nous serons tout aussi vigilants pour qu'elle ne se fasse pas au détriment de la santé des habitants* ».

## Constater les effets et toujours s'améliorer

C'est là, d'ailleurs, l'atout majeur de l'initiative aux yeux de Claire Pitollat, députée des Bouches-du-Rhône et présidente du Conseil national de l'air. « *Il faut rassurer les citoyens, les rapprocher de chacun des acteurs et leur apporter des réponses par le dialogue et la confiance* ». Atmosud a instauré un nouvel indice *l'air* pour évaluer la pollution de l'air en prenant en compte différents types de polluants, quelles que soient leurs sources (transports, industrie, bâtiments...). À partir de là, l'organisme dresse des cartes pour mesurer les